

**D-01 La Constitution**

LA PROTECTION CONSTITUTIONNELLE  
DES DROITS ET LIBERTES FONDAMENTAUX (D&LF)

---

**L'évolution du contrôle  
de constitutionnalité et  
conséquences sur les D&LF**

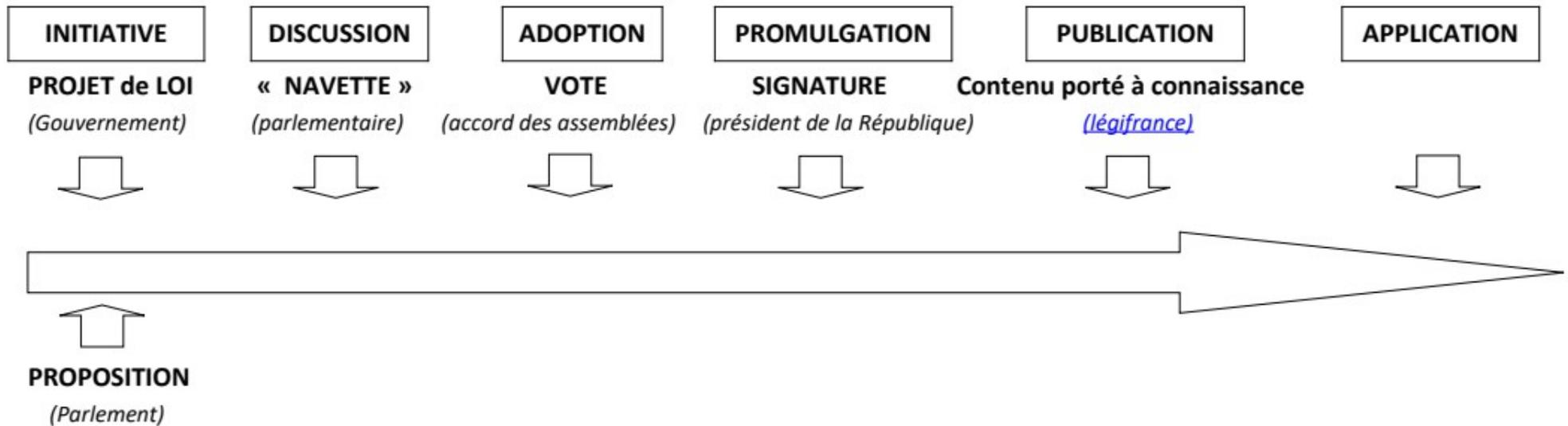
*Pascal GOUGEON*



# **1 – L'élargissement de la saisine du conseil constitutionnel**

# Contrôle de constitutionnalité des lois ordinaires en France

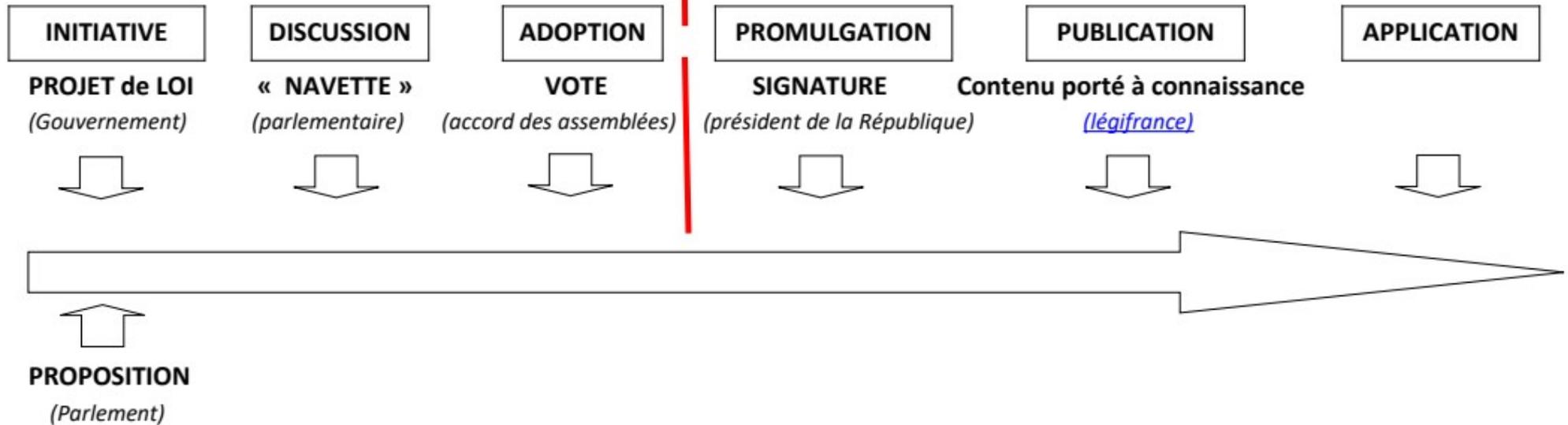
## Déroulement de la procédure législative



# Contrôle de constitutionnalité des lois ordinaires en France

CONTRÔLE  
A PRIORI

**Président de la République, 1<sup>er</sup> ministre, présidents Assemblée nationale et Sénat (1958)**

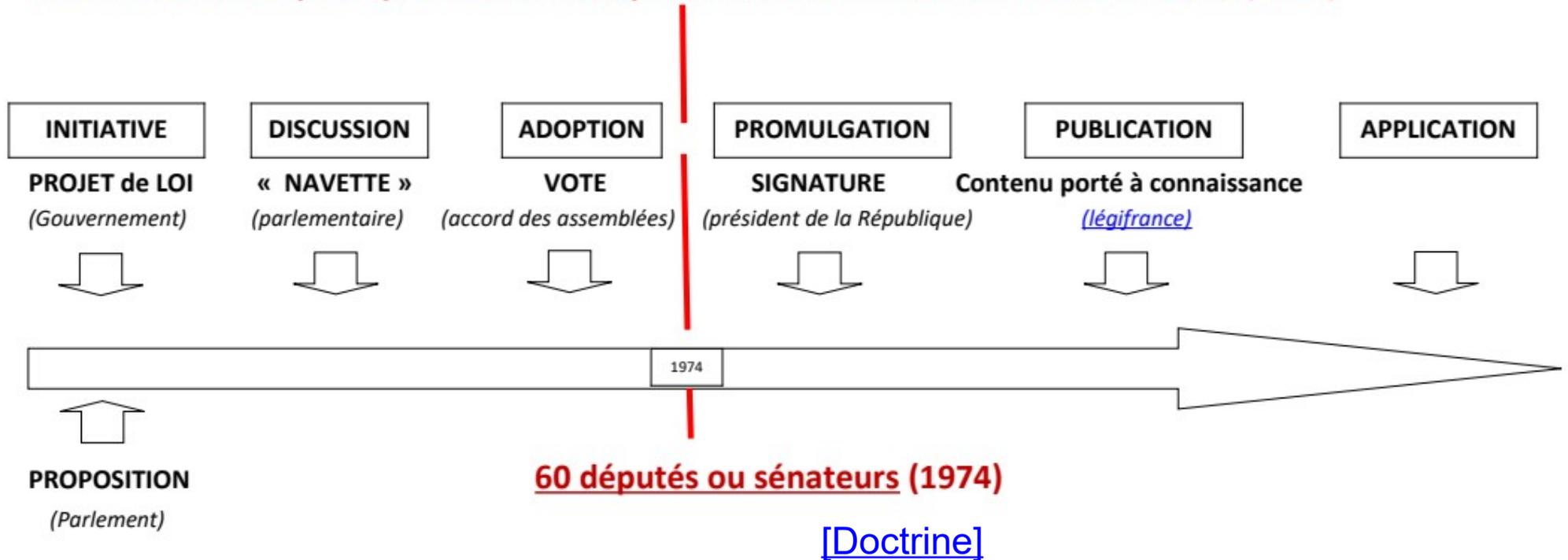


Pouvoir législatif largement dominé par l'exécutif... ... et soumis au contrôle de constitutionnalité

# Contrôle de constitutionnalité des lois ordinaires en France

CONTRÔLE  
A PRIORI

Président de la République, 1<sup>er</sup> ministre, présidents Assemblée nationale et Sénat (1958)

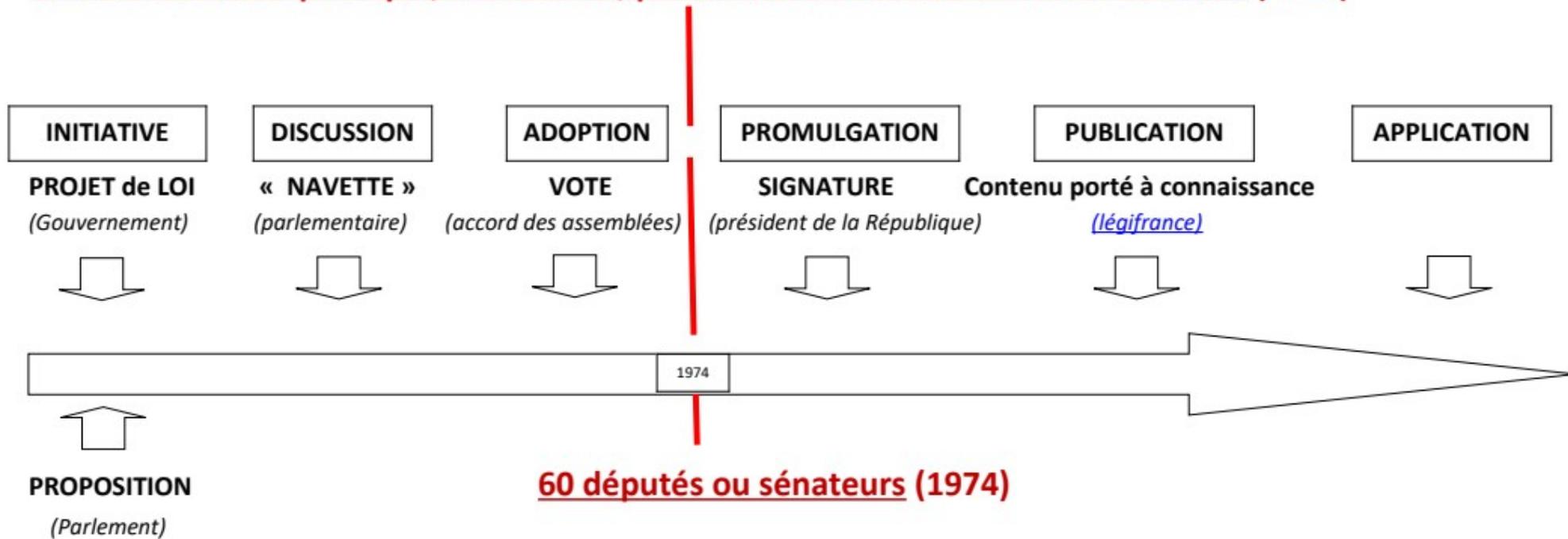


Pouvoir législatif largement dominé par l'exécutif... ... et soumis aux contrôles de constitutionnalité

# Contrôle de constitutionnalité des lois ordinaires en France

CONTRÔLE  
A PRIORI

**Président de la République, 1<sup>er</sup> ministre, présidents Assemblée nationale et Sénat (1958)**



Pouvoir législatif largement dominé par l'exécutif...

... et soumis aux contrôles de constitutionnalité

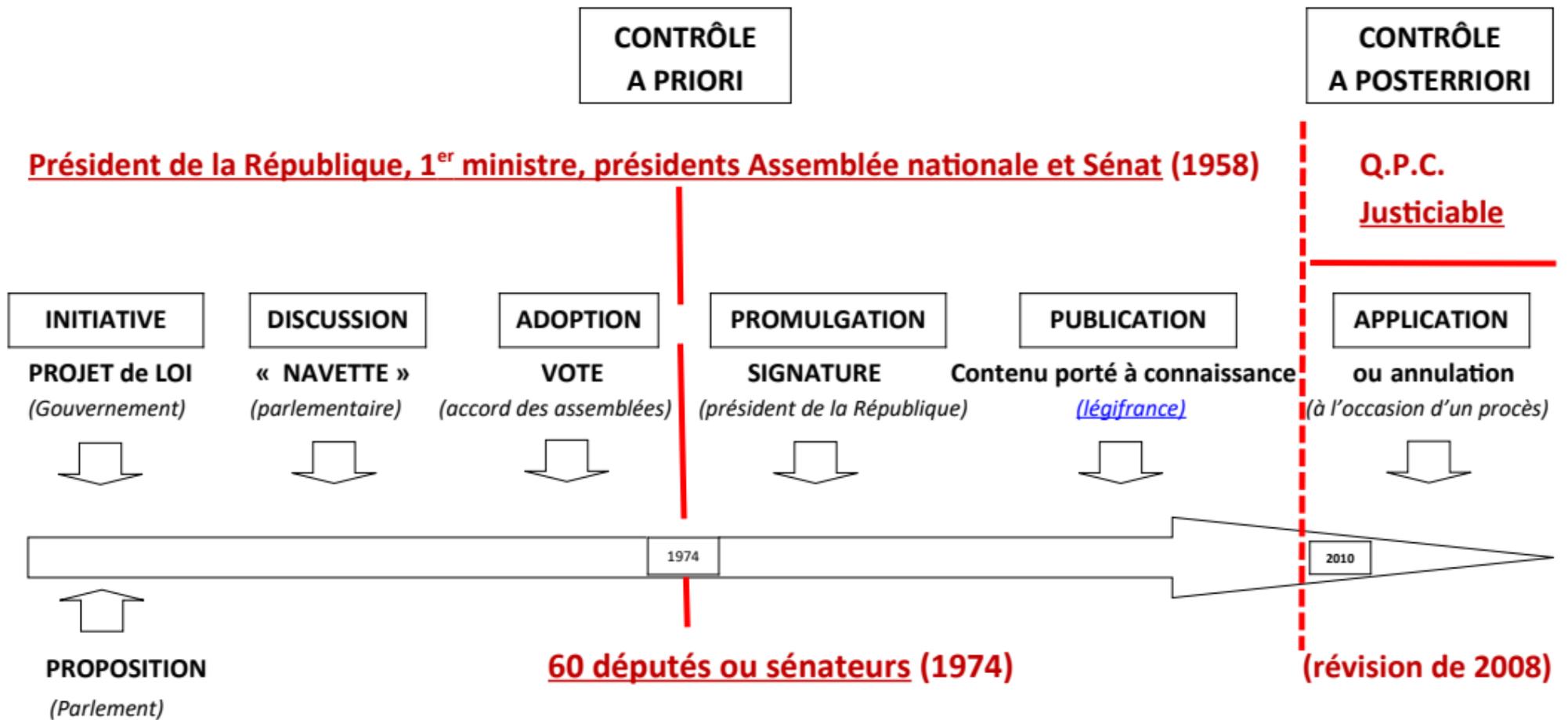
**Techn. jurisprudentielle :**

Annulation totale / partielle

Contrôle à double détente

Réserves d'interprétation

# Contrôle de constitutionnalité des lois ordinaires en France

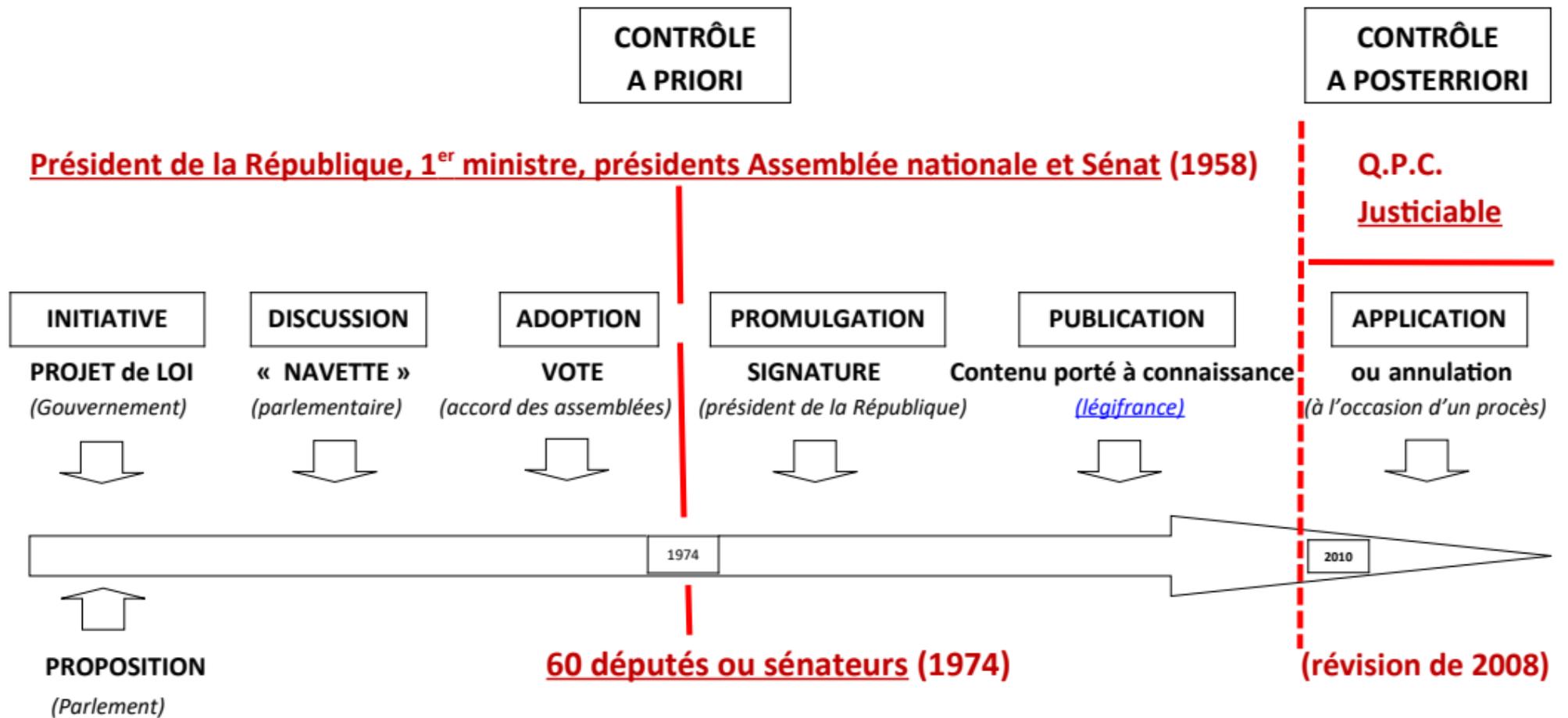


Pouvoir législatif largement dominé par l'exécutif... ... et soumis aux contrôles de constitutionnalité

## Tech. jurisprudentielle :

Annulation totale / partielle  
Contrôle à double détente  
Réserves d'interprétation

# Contrôle de constitutionnalité des lois ordinaires en France



Pouvoir législatif largement dominé par l'exécutif... ... et soumis aux contrôles de constitutionnalité / « législation négative »

## Tech. jurisprudentielle :

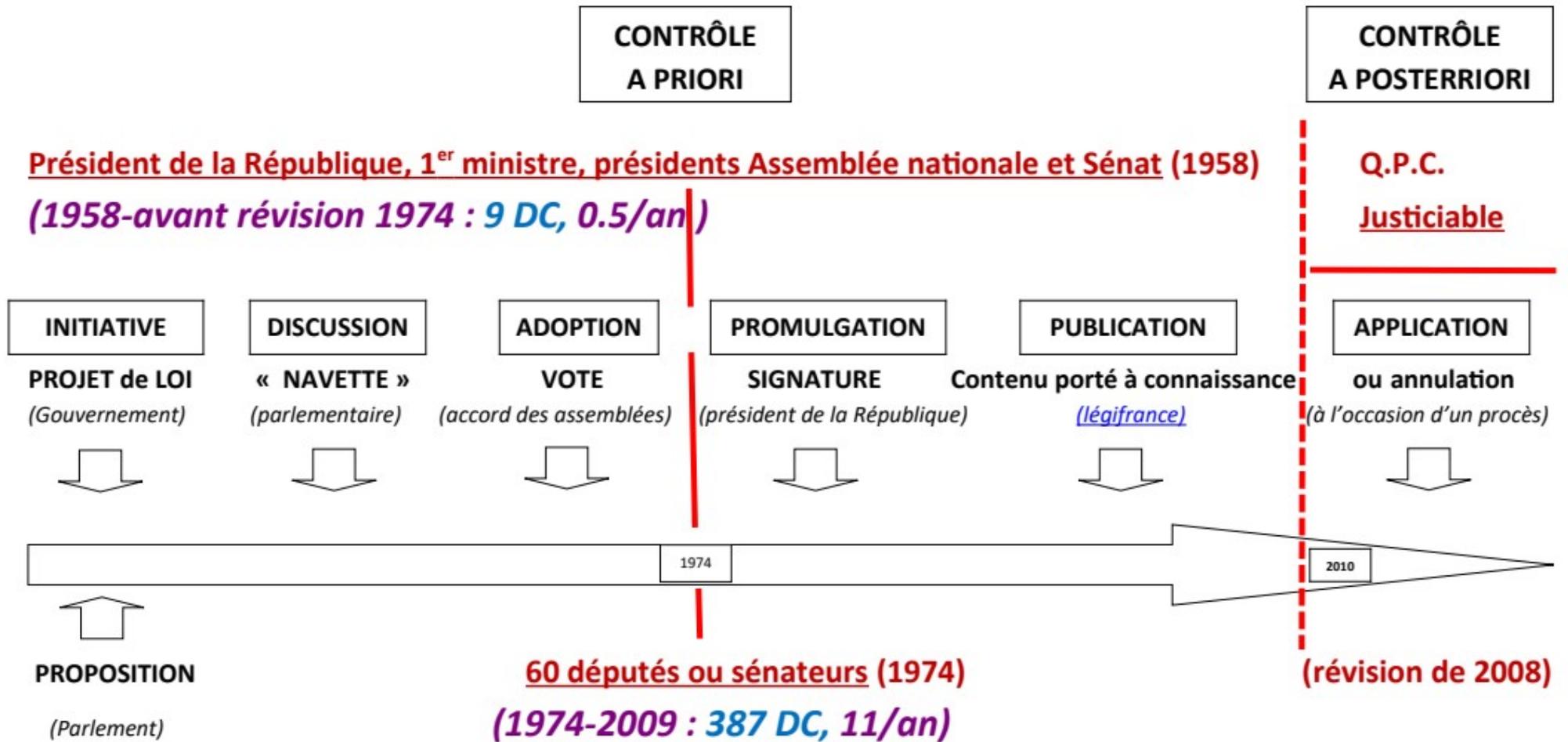
Annulation totale / partielle  
 Contrôle à double détente  
 Réserves d'interprétation

**Mais pas une « Cour suprême »**  
**« Filtrage » des hautes juridictions :**  
 Cour de cassation / Conseil d'Etat  
 (renvoi / non-renvoi)



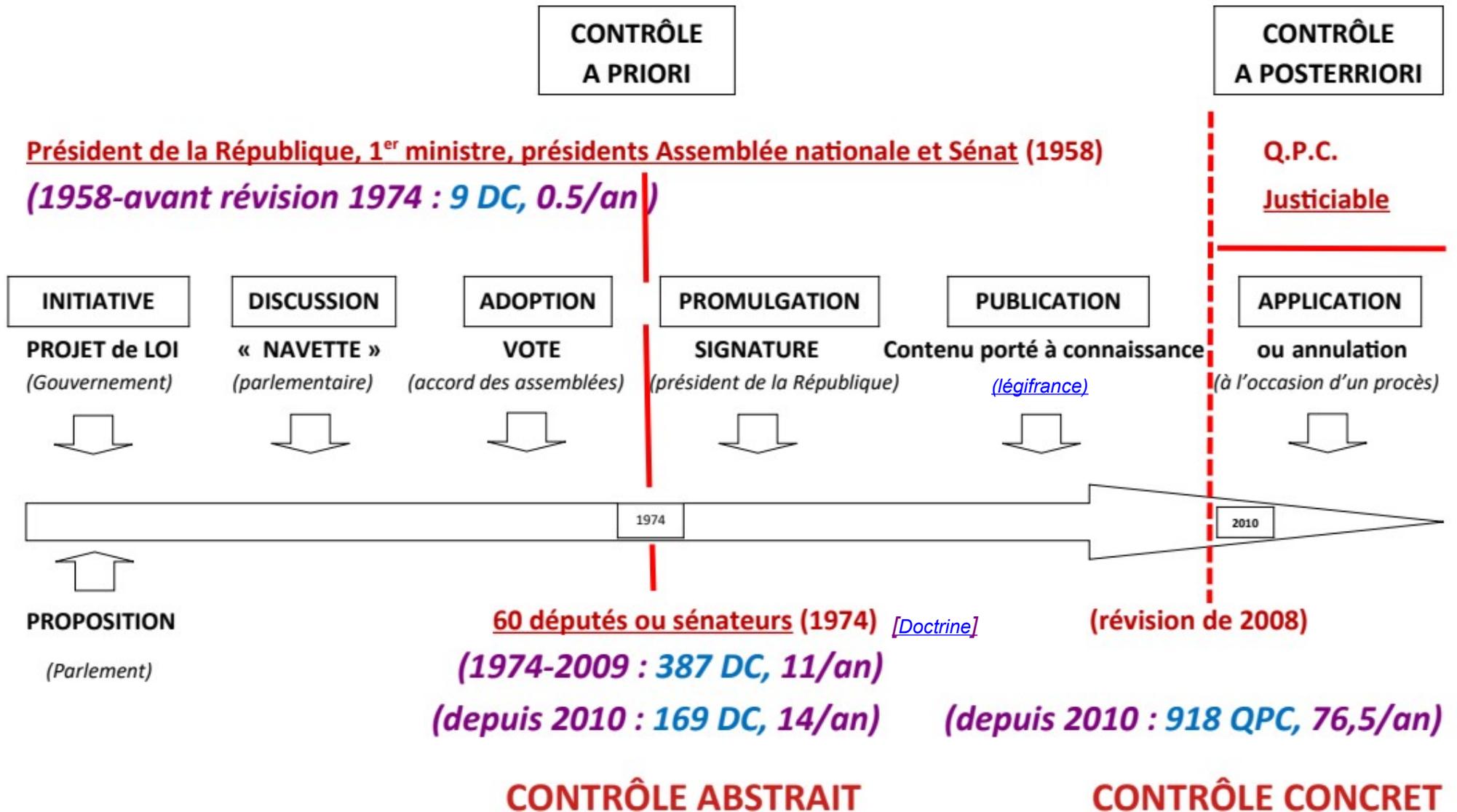
**2 – Quels effets sur le  
nombre de saisines ?**

# Contrôle de constitutionnalité des lois ordinaires en France

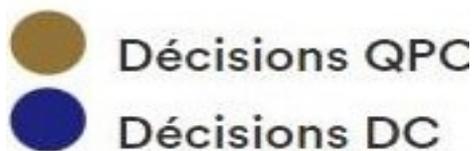
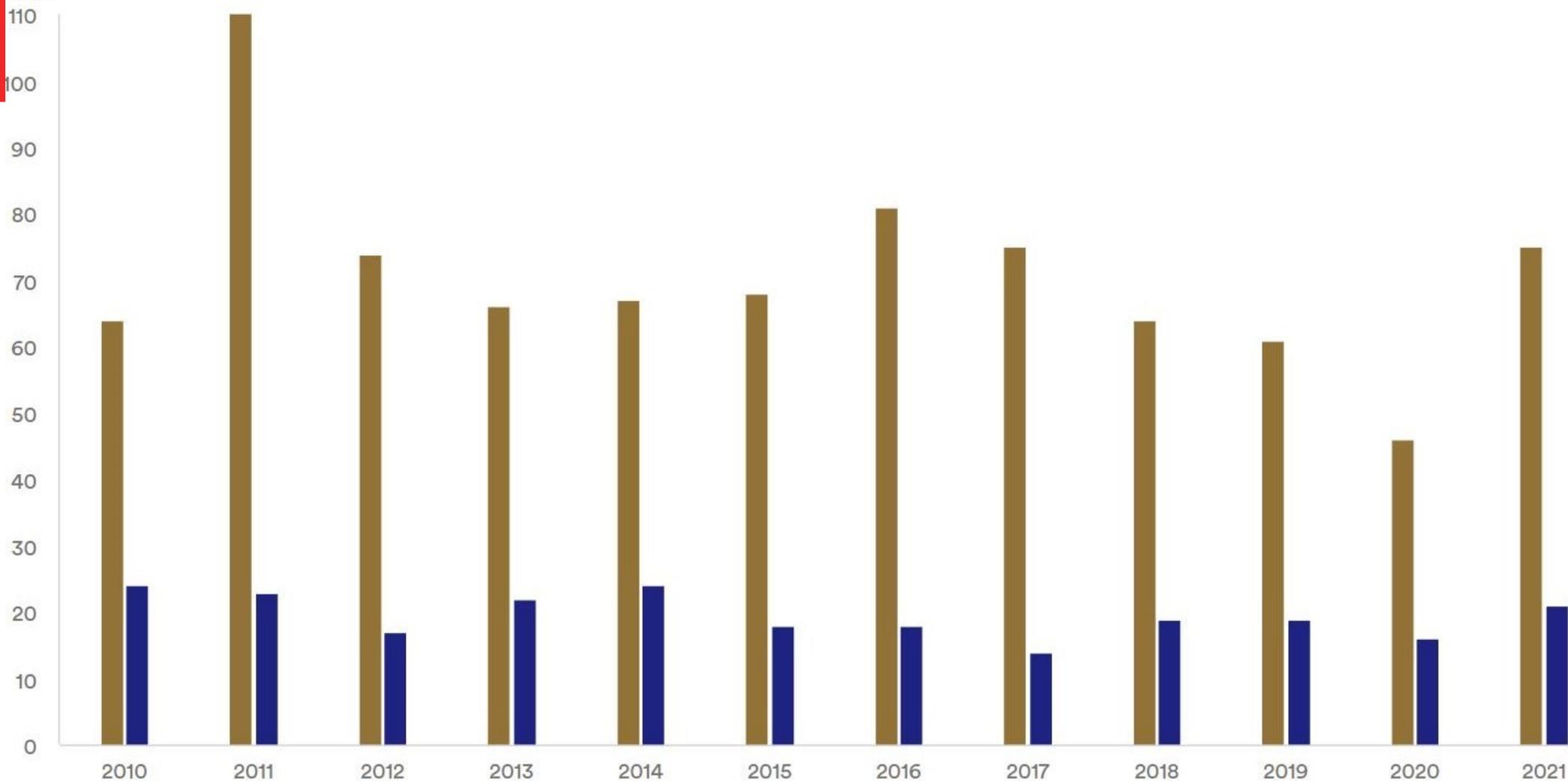


Source des statistiques : d'après le site du Conseil Constitutionnel (décembre 2022).

# Contrôle de constitutionnalité des lois ordinaires en France



# NOMBRE DE DECISIONS « DC » ET « QPC » entre 2010 et 2022



Source : statistiques du Conseil constitutionnel au 30 juin 2022.



**3 – Quels effets sur les  
modalités du contrôle ?**

# ORIGINE DES SAISINES entre 1958, 2010 et 2022

## Saisines « DC » [art.61](#) (1958-2022)

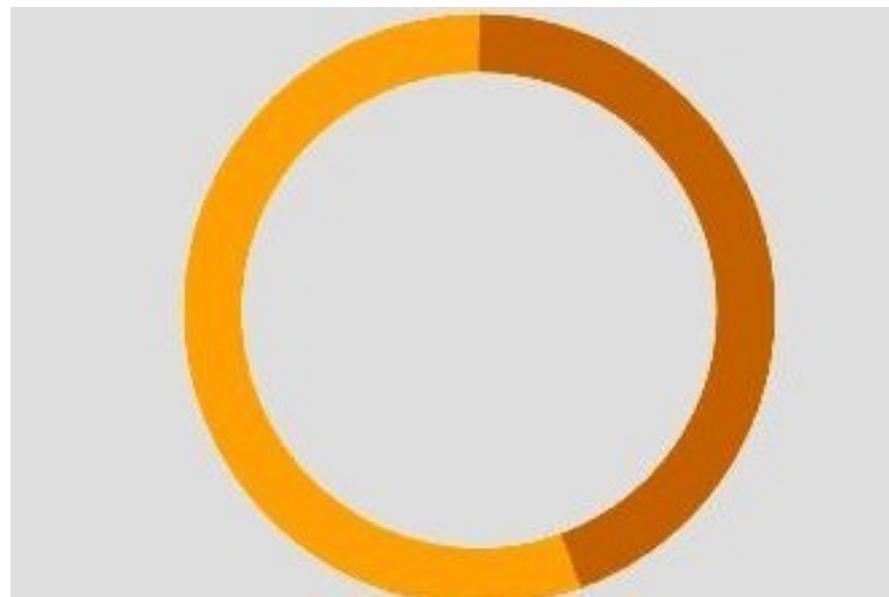


**Saisine originelle (1958) : 28,8 %**

**Saisine révision 1974 : 71,2 %**  
(60 député.e.s ou sénateurs/trices)

**Dans la moitié des cas (49 %), la saisine parlementaire du Conseil constitutionnel est le fait à la fois des députés et des sénateurs.** Autrement, les députés (37 %) ont une propension plus importante que les sénateurs (11 %) à saisir le Conseil constitutionnel ([Laurent DOMINGO, Didier RIBES, Analyse statistique des saisines parlementaires du Conseil constitutionnel entre 2004 et 2014](#))

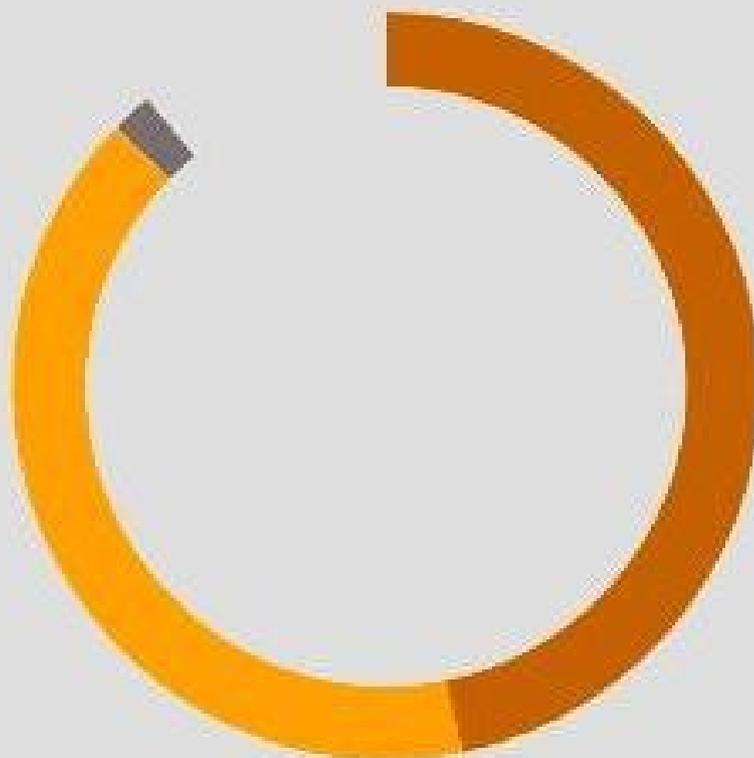
## Saisines « QPC » [art.61-1](#) (2010-2022)



# SOLUTIONS DES DECISIONS « DC » entre 1958 et 2022

De 1958 au 30 juin 2022

## SOLUTIONS DES DÉCISIONS DC



- Conformité (433)
- Non conformité partielle (374)
- Non conformité totale (20)
- Réserve (93)
- Autres solutions (8)



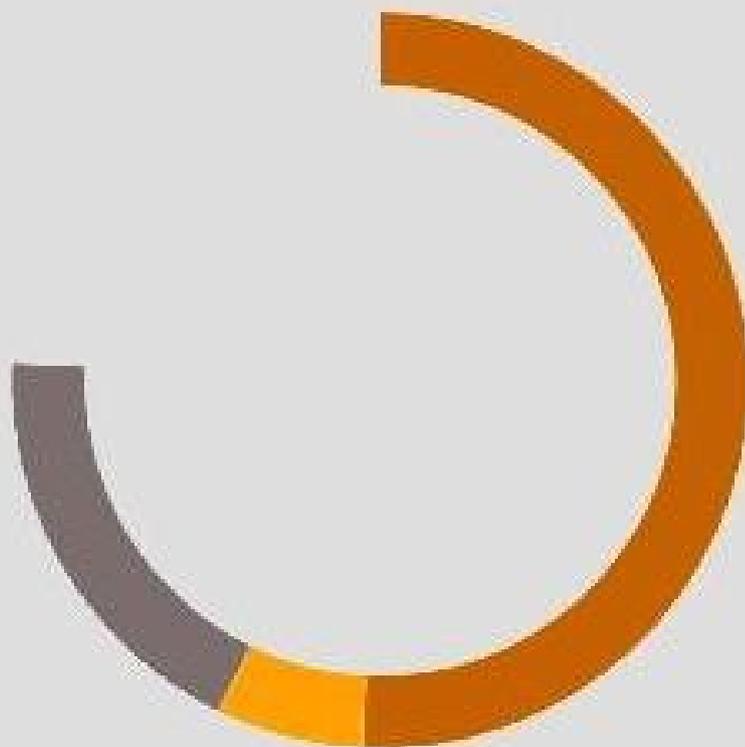
## TECHNIQUE JURISPRUDENTIELLE : LES RESERVES D'INTERPRETATION

Lorsque le Conseil constitutionnel souhaite préciser l'application des lois afin que cette application soit conforme à la Constitution, il émet en général des **réserves d'interprétations** : elles **obligent les autorités d'application à « lire » les dispositions légales dans un sens particulier.**

# SOLUTIONS DES DECISIONS « QPC » entre 2010 et 2022

De 2010 au 31 décembre 2021

## SOLUTIONS DES DÉCISIONS QPC



- Conformité (568)
- Non conformité partielle (74)
- Non conformité totale (211)
- Effet différé (114)
- Réserve (133)
- Autres solutions (33)



## TECHNIQUE JURISPRUDENTIELLE : **LES EFFETS DIFFERES d'une décision QPC**

Lorsque le Conseil constitutionnel décide d'un **report de la date d'entrée en vigueur de l'abrogation de la disposition législative censurée**, afin de laisser au législateur le temps de corriger l'inconstitutionnalité constatée

Texte de référence : **article 62** (C°1958)



## ANALYSE DOCTRINALE : L'EFFET UTILE d'une décision QPC

Qu'est-ce que « L'effet utile » d'une QPC ?

- **au sens strict, pour le justiciable / requérant** :  
une décision de non-conformité est dotée d'effet utile lorsqu'elle bénéficie à l'auteur de la QPC

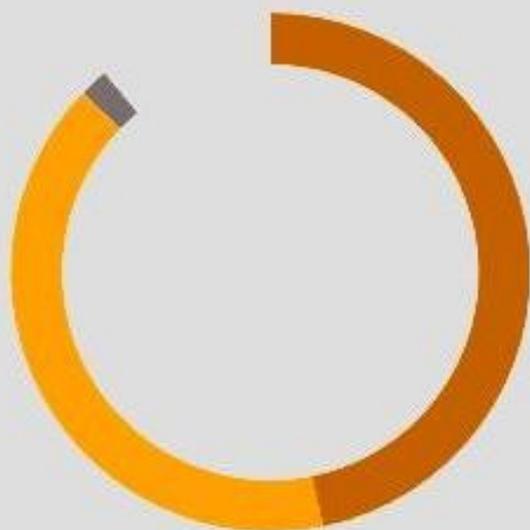
- **au sens large** : influences que les décisions prises sur le fondement de l'article 61-1 de la Constitution engendrent sur les différents acteurs constitutionnels

Doctrine : [analyse critique des limitations de l'effet](#)

# SOLUTIONS DES DECISIONS « DC » ET « QPC » entre 1958, 2010 et 2022

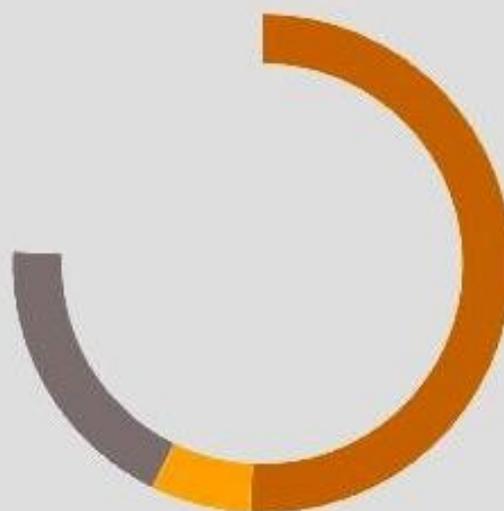
De 1958 au 30 juin 2022

## SOLUTIONS DES DÉCISIONS DC



De 2010 au 31 décembre 2021

## SOLUTIONS DES DÉCISIONS QPC



- Conformité (568)
- Non conformité partielle (74)
- Non conformité totale (211)
- Effet différé (114)
- Réserve (133)
- Autres solutions (33)

- Conformité (433)
- Non conformité partielle (374)
- Non conformité totale (20)
- Réserve (93)
- Autres solutions (8)



## QUELQUES RESULTATS STATISTIQUES COMPLEMENTAIRES...

PERIODES DETERMINEES EN FONCTION  
DE L'EVOLUTION DE LA PROCEDURE DU  
DROIT DE SAISINE :

- **1958 / 1973** (art. 61, version 1958)
- **1974 / 2009** (art. 61, + révision 1974)
- **2010 / 2022** (art. 61-1, révision 2008)

Source : [Conseil constitutionnel, calculateur en ligne](#)

# EVOLUTION DES DECISIONS POUR L'ENSEMBLE DES CATEGORIES (1958-1974)

Entre le 4 octobre 1958 et le 29 octobre 1974, le Conseil constitutionnel a rendu 698 décisions.

## Contrôle de constitutionnalité (51)

Loi ordinaire ————— 9

Question prioritaire de  
constitutionnalité

Loi organique ————— 19

Traité ————— 1

Règlement des assemblées ————— 22

Loi du pays de Nouvelle-  
Calédonie

Référendum d'initiative  
partagée

## Élections (529)

Élections à l'Assemblée  
nationale ————— 444

Élections au Sénat ————— 41

Élection présidentielle ————— 33

Référendum ————— 11

Divers élections

## Autres compétences (118)

Compétences outre-mer

Déclassement ————— 82

Incompatibilité des  
parlementaires ————— 1

Obligations fiscales

Déchéance de  
parlementaires ————— 3

Fins de non-recevoir ————— 8

Avis de l'article 16 ————— 1

Fonctionnement du  
Conseil constitutionnel ————— 22

# EVOLUTION DES DECISIONS POUR L'ENSEMBLE DES CATEGORIES (1974-2009)

Entre le 30 octobre 1974 et le 31 décembre 2009, le Conseil constitutionnel a rendu 3087 décisions.

## Contrôle de constitutionnalité (545)

Loi ordinaire ————— 387

Question prioritaire de  
constitutionnalité

Loi organique ————— 95

Traité ————— 11

Règlement des  
assemblées ————— 50

Loi du pays de Nouvelle-  
Calédonie ————— 2

Référendum d'initiative  
partagée

## Élections (2267)

Élections à l'Assemblée  
nationale ————— 2023

Élections au Sénat ————— 83

Élection présidentielle ————— 109

Référendum ————— 27

Divers élections ————— 25

## Autres compétences (275)

Compétences outre-mer ————— 1

Déclassement ————— 136

Incompatibilité des  
parlementaires ————— 23

Obligations fiscales

Déchéance de  
parlementaires ————— 18

Fins de non-recevoir ————— 3

Avis de l'article 16

Fonctionnement du  
Conseil constitutionnel ————— 94

# EVOLUTION DES DECISIONS POUR L'ENSEMBLE DES CATEGORIES (2010-2022)

Entre le 1er janvier 2010 et le 28 novembre 2022, le Conseil constitutionnel a rendu 2493 décisions.

## Contrôle de constitutionnalité (1178)

Question prioritaire de constitutionnalité	916
Loi ordinaire	167
Loi organique	62
Traité	2
Règlement des assemblées	14
Loi du pays de Nouvelle- Calédonie	5
Référendum d'initiative partagée	12

## Élections (1155)

Élections à l'Assemblée nationale	942
Élections au Sénat	151
Élection présidentielle	56
Référendum	
Divers élections	6

## Autres compétences (160)

Compétences outre-mer	12
Déclassement	82
Incompatibilité des parlementaires	16
Obligations fiscales	1
Déchéance de parlementaires	7
Fins de non-recevoir	1
Avis de l'article 16	
Fonctionnement du Conseil constitutionnel	40



**... MAIS QUELS SONT LES DROITS ET  
LIBERTES FONDAMENTAUX PROTEGES ?**